

du Cristiana ERA

Il a fallu deux années pour que la communauté internationale reconnaisse enfin l'effrayante dimension de la menace djihadiste, aujourd'hui bien représentée par le nouveau califat islamique en Irak. Et pourtant, malgré cette prise de conscience, les pays occidentaux apparaissent essouffés lors de l'élaboration d'une stratégie commune visant à contenir le terrorisme d'outre-mer. Bien sûr, le 7 septembre dernier le Président américain Obama a annoncé la présentation d'un plan stratégique pour combattre le terrorisme international et annuler la présence du mouvement de l'État Islamique, aussi connu par l'acronyme EIIL (État Islamique en Irak et au Levant); le Président français Hollande a déclaré que "la France fera sa part, comme elle l'a toujours faite"; le Premier Ministre australien Abbot prévoit d'envoyer des membres de forces spéciales en qualité de conseillers militaires; le gouvernement du Canada aussi s'est engagé à lutter contre les djihadistes de l'EIIL; enfin, l'Allemagne et l'Italie ont accepté d'envoyer des armes aux peshmergas kurdes.

On peut se demander si ces déclarations seront suffisantes à bloquer l'avancée des terroristes. Même si bien intentionnés, les gouvernements occidentaux - les seuls en ce moment qui peuvent mettre en place une coalition internationale – ont besoin de temps, ce qu'ils n'ont pas, pour trouver un accord, mobiliser l'opinion publique et prévoir des crédits pour envoyer des moyens ou du personnel militaire. Les combattants de l'EIIL n'attendent pas: ils avancent très rapidement, leurs attaques n'étant repoussées que par les milices kurdes qui se battent, coûte que coûte, pour sauver ce qui reste du pays, en remplaçant ainsi les troupes gouvernementales désormais à la dérive. Les frappes aériennes des américains les soutiennent, mais le Président Obama a bien clarifié: pas d'engagement de soldats américains sur le territoire. C'est à dire que presque toute la responsabilité des combats et le sacrifices qui en suivront vont retomber sur les irakiens. Ce qui soulève une autre question: combien de temps peuvent le peshmergas et ce qui reste de l'armée irakienne résister aux attaques de l'EIIL sans un support militaire étranger?

Quoi qu'il en soit, la question du terrorisme islamique n'est pas limitée à l'Irak ou à la Syrie. Même si on envisage une improbable défaite de l'État Islamique, les djihadistes ont déjà montré leur capacité à se réinventer et à devenir puissants ailleurs. C'est un des aspects les plus sombres du « village global », sans frontières et sans contrôle: ceux que l'on chasse par la porte vont rentrer par la fenêtre. On l'a vu en Asie et en Afrique. On le verra en Europe aussi. En Asie, à la veille du départ des forces internationales de l'Afghanistan, les groupes terroristes se répandent dans les états de la région centrale du continent; en Afrique on peut choisir entre Boko Haram dans l'ouest et le nord et les islamistes d'al-Shabaab dans l'est et le centre, pour ne pas parler d'une dizaine d'autres groupuscules extrémistes éparpillés sur le territoire du Maghreb. Mais le défi le plus difficile pour l'Occident dans un futur proche est peut-être le retour en patrie des centaines de terroristes ayant un passeport européen ou américain. Partis pour combattre en Syrie ou en Irak au nom d'une foi perverse qui rejette tout ce qui est lié indirectement ou directement aux valeurs occidentales, les combattants venus de l'Europe, du Canada ou des États-Unis offrent à la cause djihadiste leurs nombreuses capacités, y compris la connaissance des langues, de la technologie et des systèmes (et leurs faiblesses) des pays de provenance. Aujourd'hui ils sont déjà employés pour des tâches de haut niveau dans le cadre de la djihad, et on peut supposer que quelques-uns d'entre eux feront bientôt partie de la leadership ou bien qu'ils deviendront des chevaux de Troie pour engager la lutte directement en Occident.

Scritto da

Giovedì 18 Settembre 2014 00:00 - Ultimo aggiornamento Domenica 05 Ottobre 2014 15:18

---

Une stratégie qui s'appuie seulement sur des moyens de renseignements et sur une plus vaste campagne aérienne n'est pas évidemment pas suffisante. C'est un bon point de départ pour la prévention des actes terroristes et un support pour l'action militaire. Mais seul, le renseignement ne peut pas réprimer la vague djhiadiste. En plus, pour être efficace une vaste coalition, comme celle envisagée par M. Obama dans son discours du 11 septembre dernier, ne peut pas ignorer des pays qui jouent un rôle fondamental dans la région, notamment l'Iran et la Russie. Et peut-être la Syrie de Bashar Assad aussi. Ils seraient certainement des alliés difficiles.

L'Europe est en train de augmenter les sanctions économiques contre Moscou qui maintient ses griffes en Ukraine et finance les séparatistes; Tehéran est encore dans une position de « surveillance spéciale » malgré les récentes ouvertures de la communauté internationale ; quant au dictateur syrien, Washington aurait du mal à collaborer avec celui que la Maison Blanche a contrasté jusqu'à maintenant en soutenant la révolte contre Damas. Même si de cette façon les pays occidentaux ont favorisé la croissance du terrorisme qui les menace aujourd'hui. C'est grâce aussi à cette vision fragmentée et à une connaissance superficielle de la région et de sa culture que maintenant on a deux pays, l'Irak et la Syrie, qu'on peut bien définir des « États faillis » ou, si on préfère, deux pays sans état.

Trop de fautes diplomatiques, politiques et militaires. C'est difficile, donc, d'envisager une lutte sans s'engager à tous les niveaux: militaire, politique, économique et social. Il n'y a pas de stratégie sans tous ces éléments. Le milices islamistes vont en profiter.

---

Ci sono voluti due anni perché la comunità internazionale desse la dovuta importanza alla crescente minaccia jihadista, al momento ben rappresentata dal nuovo califfato islamico in Iraq. Ma nonostante questa presa di coscienza, quando si tratta di elaborare una strategia comune che possa contenere il terrorismo d'oltremare i paesi occidentali sembrano in affanno. Il 7 settembre scorso il Presidente americano Obama ha annunciato la presentazione di un piano strategico per combattere il terrorismo internazionale e cancellare la presenza dello Stato Islamico, conosciuto anche con l'acronimo ISIL (Stato Islamico della Siria e del Levante); il Presidente francese Hollande ha dichiarato che "la Francia farà la sua parte, come ha sempre fatto"; il Primo Ministro australiano Abbott vuole inviare le forze speciali in qualità di consiglieri militari; anche il governo canadese si è impegnato a lottare contro gli jihadisti mentre la Germania e l'Italia hanno accettato di inviare armi ai peshmerga curdi. La questione è se queste dichiarazioni siano sufficienti a bloccare l'avanzata dei terroristi. Pur con tutte le buone intenzioni, i governi occidentali (i soli che in questo momento possono mettere insieme una coalizione internazionale) hanno bisogno di tempo, che invece non hanno, per trovare un accordo, cercare il sostegno dell'opinione pubblica e stanziare i fondi per inviare materiale e/o personale militare. I miliziani dell'ISIL non aspettano, ma avanzano rapidamente: i loro attacchi sono respinti solo dai combattenti curdi che lottano per salvare quel che resta del paese, sostituendo le truppe governative di Baghdad ormai alla deriva. I raid aerei degli americani forniscono un valido supporto, ma Obama è stato chiaro: niente truppe sul territorio. Che equivale a dire che il peso dei combattimenti e dei sacrifici che ne conseguono ricadrà interamente sugli iracheni. E questo solleva un'altra questione: per quanto tempo i peshmerga e ciò che resta dell'esercito iracheno resisteranno agli attacchi dell'ISIL senza un intervento militare straniero?

Il

problema del terrorismo islamico non si limita all'Iraq o alla Siria. Anche a voler immaginare una improbabile sconfitta dello Stato Islamico, gli jihadisti hanno dimostrato in passato la grande capacità di riorganizzarsi e rinascere altrove. E' uno degli aspetti più inquietanti del "villaggio

Scritto da

Giovedì 18 Settembre 2014 00:00 - Ultimo aggiornamento Domenica 05 Ottobre 2014 15:18

---

globale”, senza frontiere e senza controlli: ciò che viene cacciato dalla porta rientra dalla finestra. Si è visto in Asia e in Africa. Si vedrà presto anche in Europa. Alla vigilia della partenza delle truppe internazionali dall’Afghanistan i gruppi terroristici si stanno riorganizzando ed espandendo in tutti i paesi dell’Asia centrale; in Africa c’è Boko Haram nella parte occidentale e nelle aree settentrionali, mentre ad est e nella regione centrale imperversano gli islamisti di al-Shabaab, per non parlare di numerosi altri gruppi estremisti radicati in tutto il Maghreb. Ma la sfida più difficile per l’Occidente nel prossimo futuro sarà probabilmente il ritorno in patria delle centinaia di stranieri con passaporto americano o europeo, partiti volontariamente per andare a combattere in Siria o in Iraq abbracciando una ideologia perversa che rifiuta qualunque cosa legata direttamente od indirettamente i valori occidentali. I combattenti venuti dall’Europa, dal Canada o dagli Stati Uniti possono offrire molto alla causa jihadista, a cominciare dalla conoscenza della lingua di origine, dalle capacità tecnologiche e dalla conoscenza dei punti deboli dei paesi di provenienza che un domani prenderanno di mira. Oggi sono già inseriti nell’organizzazione che gli ha affidato dei compiti ad alto livello e si può supporre che presto alcuni di loro faranno parte (se non è già il caso) della leadership, oppure diventeranno il cavallo di Troia per portare la lotta in Occidente.

Una strategia che si basa solo sull’intelligence e sull’ampliamento della campagna aerea non è chiaramente sufficiente. E’ un buon punto di partenza per prevenire atti terroristici e per un supporto ad un’azione militare. Ma da sola l’attività di intelligence non è in grado di fermare l’ondata jihadista. Inoltre, per essere efficace, una coalizione, come quella ipotizzata da Obama nel suo discorso dell’11 settembre scorso, non può non tener conto dei paesi che hanno un ruolo fondamentale nella regione, come Russia e Iran. E anche della Siria di Assad. Sarebbero certamente degli alleati difficili. L’Europa vuole aumentare le sanzioni economiche contro Mosca che mantiene i propri artigli sull’Ucraina e finanzia i separatisti; Teheran si trova ancora in una posizione di “sorvegliato speciale” nonostante le aperture della comunità internazionale; quanto al dittatore siriano, Washington avrebbe ovviamente seri problemi a collaborare con colui che fino ad ora ha cercato di rovesciare sostenendo la ribellione contro Damasco, anche se in tal modo si è favorita la diffusione del terrorismo che adesso minaccia l’Occidente. E’ anche grazie a questa visione frammentata e limitata e ad una conoscenza superficiale degli equilibri e della cultura regionali che adesso ci sono due paesi che si possono definire “collassati” o, se si preferisce, due paesi senza più Stato.

Tanti errori diplomatici, politici e militari. E’ difficile prevedere una lotta senza impegnarsi ad ogni livello: militare, politico, economico e sociale. Non esiste una strategia senza tutti questi elementi e di questo ne beneficerebbero le milizie islamiche.